

Convention collective régionale

**IDCC : 863. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(Ille-et-Vilaine et Morbihan)
(12 avril 1976)**

(Étendue par arrêté du 20 décembre 1978,
Journal officiel du 28 janvier 1979)

ACCORD DU 14 AVRIL 2017

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES POUR L'ANNÉE 2017

NOR : ASET1750503M

IDCC : 863

Entre

UIMM 35 et 56

D'une part, et

CFDT

CGT-FO

CFTC

CFE-CGC

GSEA

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des RAG applicables pour l'année 2017

Les barèmes fixant pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle garantie en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré pour un horaire de 35 heures hebdomadaires et pour l'année 2017 sont les suivants :

**Barème des RAG
35 heures hebdomadaires**

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	OUVRIER, ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise d'atelier
V	395	30483
	365	28884
	335	26319
	305	24561

NIVEAU	COEF.	OUVRIER, ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise d'atelier
IV	285	23 111
	270	21 954
	255	20 922
III	240	20 128
	225	19 395
	215	19 092
II	190	18 787
	180	18 368
	170	18 183
I	155	18 055
	145	17 907
	140	17 776

Article 2

Application des RAG conformément aux accords des 8 mars 1991 et 31 mai 2002

Le calcul et la vérification des RAG applicables pour l'année 2017 s'effectuent conformément à l'ensemble des dispositions de l'accord national professionnel du 17 janvier 1991 et de l'accord territorial du 8 mars 1991 qui ont créé les rémunérations annuelles garanties et qui ont été repris dans l'accord territorial du 31 mai 2002, créant l'article 14.1.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective territoriale.

Article 3

Durée d'application

Les dispositions du présent accord concernant les rémunérations annuelles garanties (RAG) prendront effet le 1^{er} avril 2017 mais, pour les salariés qui ont un contrat de travail en cours à cette date, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront pour l'ensemble de l'année 2017 dès lors que leur présence dans l'entreprise est antérieure au 1^{er} janvier 2017. En cas d'arrivée en cours d'année 2017 et s'ils sont toujours présents au 1^{er} avril 2017, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront au *pro rata temporis*. De même, en cas d'arrivée dans l'entreprise après le 1^{er} avril 2017, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront au *pro rata temporis*.

Cet accord s'appliquera jusqu'à la signature du prochain accord salarial qui sera conclu ultérieurement entre l'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et les organisations syndicales de salariés.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail à Paris dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à demander son extension.

Fait à Rennes, le 14 avril 2017.

(Suivent les signatures.)